

Mémoire de Master 2
Sciences humaines et sociales – Grh et Sociologie voie recherche

**L’AFFAIBLISSEMENT DES CORPS INTERMÉDIAIRES
PAR LES PLATEFORMES INTERNET**

Le cas des médias et des syndicats français au moment des Gilets jaunes.

Mariame TIGHANIMINE

Réalisé sous la direction de Michel LALLEMENT

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
Méthodologie	11
Le choix du sujet	11
Deux objets d'étude pour un concept	18
CHAPITRE I. Médias et Journalistes	27
Médias, littératie médiatique et mission d'intermédiation	27
a) Du <i>medium</i> aux médias de masse, une brève histoire d'intermédiation	29
b) Quand les plateformes révèlent (et malmènent) leur mission d'intermédiation	33
c) La presse écrite, le plus médiateur des médias de masse	37
Les GJ comme accélérateur d'une prise de conscience chez les journalistes	40
a) Une défiance historique qui réémerge, encouragée par les plateformes	47
b) La formation des journalistes pointée du doigt	58
c) La fabrication de l'information à l'épreuve de la post-vérité et des fake news	67
CHAPITRE II. Syndicat et Syndicalistes	80
Le syndicalisme face au Gilets jaunes	81
a) Les Gilets jaunes, un mouvement apartisan mais politique	85
b) Un mouvement qui peine à se structurer	89
c) La CFDT face aux Gilets jaunes	92
La CFDT en quête d'innovation syndicale	96
a) Des réseaux sociaux difficiles à appréhender	101
b) Des professionnels de la communication venus à la rescousse	105
c) Un rôle d'informateur difficile à endosser	108
CONCLUSION	110
BIBLIOGRAPHIE	112

Introduction

En avril 2019, le président soudanais Omar El-Béchir a été renversé par un coup d'État militaire à l'issue de quatre mois de manifestations populaires. En première ligne de la mobilisation, l'Association des professionnels soudanais (APS) organisatrice de la plupart des manifestations dans les rues. Né dans la clandestinité en 2012, suite à un mouvement contre la vie chère, ce groupement constitué de huit corps de métiers initialement réuni autour de motifs économiques a fini par porter des revendications politiques et réclamer le départ du président. L'APS a su organiser une contestation puissante et inédite dans un pays où les syndicats indépendants sont interdits et les partis d'opposition réprimés. Selon de nombreux observateurs, sa capacité à connecter des "comités révolutionnaires" du centre-ville avec ceux de la périphérie et son usage des réseaux sociaux sont à l'origine de son succès.

À l'heure où partout dans le monde, ceux que l'on identifie aisément comme des corps intermédiaires à savoir les syndicats, les associations et les partis politiques sont respectivement désertés par les travailleurs et ignorés par les gouvernements¹, victimes d'une baisse significative de leurs ressources justifiée notamment par leur supposé manque d'efficacité², font l'objet de méfiance de la part des citoyens³, et sont tous désignés comme incapables de quelque changement que ce soit, il est intéressant de relever qu'un groupement professionnel qui leur est assimilable ait contribué au 21e siècle à renverser un président en

¹ En Europe, le taux de syndicalisation est variable et difficilement comparable tant les systèmes sont différents d'un pays à l'autre. On peut néanmoins noter qu'à partir des années 1980, les taux de syndicalisation de nombreux pays ont baissé. Selon l'OCDE, ceux de la France, des Pays-Bas, de l'Irlande, de la Grande-Bretagne ou encore de la Suisse ont chuté de plus d'un tiers.

² Alors que les entreprises du secteur privé bénéficient de larges aides fiscales, les associations se voient demander de se convertir à l'entrepreneuriat et de trouver des modèles économiques autres que les aides ou les subventions. Voir Patrick Valéau et Jérôme Boncler, "Les acteurs du monde associatif face aux différentes propositions de l'entrepreneuriat social : du scepticisme à une adoption conditionnelle", *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, 2012.

³ Par exemple, en 2017, seulement 5% des Français affirment avoir confiance dans les partis politiques (source : Baromètre de la Commission européenne). En tête du classement, les pays nordiques comme le Danemark, avec malgré tout un pourcentage que l'on peut considérer bas (35%). Autre indicateur, le baromètre 2009-2019 de la confiance politique du CEVIPOF (Sciences Po) qui indique que les Français éprouvent pour la politique 79% de sentiments négatifs (principalement de la méfiance et du dégoût) et 21% de sentiments positifs (principalement de l'intérêt).

place depuis 1989, dans un régime non démocratique stablement installé⁴. En outre, on peut noter que les groupes professionnels souvent associés aux corporations souffrent généralement d'une image connotée qui renvoie au corporatisme des états autoritaires et dans le cas français à celui de Vichy. Ces termes, auxquels on peut ajouter celui de "corps intermédiaire", ont selon l'historienne Christine Bouneau "*mauvaise réputation*"⁵, aussi bien dans le langage ordinaire que scientifique, et particulièrement dans celui des sciences sociales. Pourtant, dans *De la division du travail social* (1893), Émile Durkheim présente les groupements professionnels ou "*corporations de métiers*" comme les garants de la cohésion sociale. Pour la philosophe Mélanie Plouviez, la corporation professionnelle est même la "*pièce angulaire*" de la sociologie du père de la discipline⁶. Avant lui déjà, Montesquieu (1748) considérait les "*pouvoirs intermédiaires*" comme les garants de la liberté, tandis que Tocqueville (1835) était pour leur rétablissement. Avec de tels partisans, les corps intermédiaires se révèlent être un objet d'étude digne d'intérêt. C'est d'ailleurs en partie ce qui a motivé ce travail de mémoire qui mobilise cette notion dans son acception la plus étendue.

Alors qu'ils sont souvent qualifiés au pluriel et entourés d'un flou que même ceux qu'ils sont supposés désigner ou servir ne sont pas en mesure de dissiper, les corps intermédiaires prennent plusieurs formes (syndicats (Rosanvallon, 1998 ; Tartakowsky et Tétard, 2006), partis, groupements divers, corporations, associations (Andrieu et al., 2001), lobbies (Guarrigues, 2002), société civile organisée (Rowell et Saint-Gille, 2010)...), assurent diverses fonctions (médiation, négociation, représentation, concertation, contre-pouvoir, régulation, expertise...), et se déploient dans différents champs (de luttes, dans des arènes démocratiques ou non démocratiques...). Pour Pierre Rosanvallon (2004), "*on ne peut pas donner de stricte définition juridique ou sociologique des corps intermédiaires. Cette expression désigne de façon générale les diverses formes sociales et politiques entre l'État et*

⁴ On peut dire la même chose du rôle joué par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) et le syndicat des avocats lors de la chute du régime de Ben Ali en Tunisie, en janvier 2011, régime qui jusqu'à la veille de sa chute était souvent utilisé comme exemple de stabilité en Afrique du nord, ou comme modèle pour les pays voisins.

⁵ Christine Bouneau, "Figures et métamorphoses du groupe au croisement du politique, du social et du culturel. Socialisme et jeunesse, régionalisme et corporatisme en France des années 1880 aux années 1960", travail d'habilitation à diriger des recherches, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2007.

⁶ Mélanie Plouviez, "Le projet durkheimien de réforme corporative : droit professionnel et protection des travailleurs", dans *Les sciences sociales et la corporation (1850-1945)*, *Études sociales*, n° 157-158, 1^{er} et 2nd semestres 2013.

les individus (associations, syndicats, partis, collectivités locales, institutions diverses d'auto-régulation de la société civile, etc.)”.

Ces dernières années, c'est le terme “société civile organisée” (Rui, 2004) qui s'est imposé dans les sciences humaines et sociales. Il désigne “*l'ensemble de toutes les structures organisationnelles dont les membres servent l'intérêt général, par le biais d'un processus démocratique basé sur le discours et le consensus, et jouent également le rôle de médiateurs entre les pouvoirs publics et les citoyens*”.⁷ En science politique, on distingue trois catégories fonctionnelles de corps intermédiaires : les associations, les organisations politico-sociales (partis politiques, syndicats, patronat), et les organisations professionnelles sectorielles comme les chambres de commerce, d'agriculture ou encore l'ordre des avocats (Yves Mény et Yves Surel, 2009 ; Duhamel et Mény, 1991). Une quatrième catégorie pourrait être ajoutée, les “médias”, qui jouent un rôle d'intermédiaire entre le pouvoir politique et la société civile⁸. Nous verrons plus tard que cet ajout n'est évident ni pour les professionnels concernés, ni pour les deux parties au milieu desquels ils se trouvent. Par ailleurs, j'ai particulièrement prêté attention aux dimensions “expertise” et “compétence” des corps intermédiaires pour ce travail. Dans le *Dictionnaire critique de la République*, Alain Chatriot et Claire Lemerancier expliquent que “*l'État “jacobin” ne peut tout faire ni surtout tout savoir, et l'appel à des expertises spécifiques constitue l'un des ressorts de l'existence des corps intermédiaires*” (Chatriot et Claire Lemerancier, 2002).

Un intérêt certain pour les médias sociaux, en tant que “technologies interactives informatisées” qui facilitent la création et le partage d'informations, d'idées, d'intérêts professionnels et d'autres formes d'expression via des communautés et des réseaux virtuels⁹, est également à l'origine du choix de mon sujet de mémoire, avec pour contexte un

⁷ Définition donnée par le Comité économique et social européen (CESE) dans “Le rôle et la contribution de la société civile organisée dans la construction européenne”, Avis du CESE, Bruxelles, 22 septembre 1999).

⁸ Dominique Pinsolle a mené un travail de thèse sur le journal *Le Matin*, premier quotidien “à l'américaine” lancé en France en 1884, et premier titre à réapparaître sous l'Occupation. Ce journal a prétendu jouer les intermédiaires avec le pouvoir politique, soutenu des corps intermédiaires déjà en place et participé à la création de nouveaux. *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

⁹ Jan Kietzmann, Kristopher Hermkens, Kathleen McCarthy, Bruno Silvestre, “Social media? Get serious! Understanding the functional building blocks of social media”, *Business Horizons*, 2011.

mouvement social et politique inédit qui a secoué la France ces six derniers mois, et qui continue d'occuper l'actualité du pays au moment où j'écris ces mots.

S'il est évident qu'Internet ne produit pas le mécontentement populaire, et que de nombreuses révoltes et révolutions le précèdent, cela n'a pas empêché un grand nombre de commentateurs politiques et médiatiques de dire des Gilets jaunes qu'ils sont un mouvement qui n'aurait pas existé sans la plateforme Facebook. Ce qui est en revanche peu contestable, c'est qu'aujourd'hui, chaque individu doté d'un smartphone et utilisateur de médias sociaux peut parler au monde entier alors qu'au 20^e siècle, ère du *broadcasting* (Peters, 1999) et de la transmission unidirectionnelle d'informations, les modes de communication étaient centralisés, principalement pour des questions de coûts, et entre les mains d'une poignée d'individus. Les médias sociaux ont démocratisé la création et la diffusion de l'information, et cela a une incidence sur les régimes politiques dans le monde entier.

Facebook est certes un espace virtuel, mais il est un espace où les individus font société, échangent, s'informent voire se politisent (et on le verra, se polarisent), comme ils le faisaient sur une place de village, à l'église, au café du coin, à l'amicale, au syndicat voire au parti.

Avec le Mouvement des Gilets jaunes et leur usage de Facebook, la question de l'avenir des corps intermédiaires a émergé, une question également formulée depuis quelque temps par l'intelligence artificielle (Hadfield, 2016 ; Abiteboul et Dowek, 2017 ; Hoang et El Mhamdi, 2019) qui est au cœur des plateformes d'intermédiation sur Internet. J'envisage justement ces "tiers de confiance" comme une généralisation du concept de corps intermédiaire. On peut l'observer ces derniers mois durant lesquels Facebook a été en mesure de remplacer auprès des Gilets jaunes les médias, les syndicats et les partis politiques. Le réseau social a permis de coordonner à distance et à grande échelle l'action d'individus qui ne se connaissaient pas, et qui se sont mobilisés sans engager beaucoup de moyens financiers, humains ou logistiques. Facebook bouscule donc les logiques traditionnelles de la mobilisation, de l'information et de la communication politique.

Il est tentant de supposer qu'en proposant des alternatives aux corps intermédiaires traditionnels qui pourraient devenir des goulots d'étranglement, les médias sociaux peuvent accélérer le changement. Ce point de vue a été largement partagé par de nombreux travaux

académiques optimistes sur les contestations populaires de 2011 dits du “Printemps arabe”¹⁰. Seulement, on constate que depuis 2015, les médias sociaux sont porteurs de vulnérabilités qui peuvent être exploitées non pas comme une meilleure alternative aux corps intermédiaires devenus politiquement et économiquement vulnérables, mais comme un outil de destruction des corps intermédiaires fonctionnels. C’est ce que révèle par exemple les enquêtes sur la campagne menée par les partisans du Brexit et du “Vote leave”, condamnés pour infraction à la loi électorale qu’ils ont contournée en usant notamment de publicités ciblées Facebook^{11, 12}.

Les vulnérabilités des médias sociaux proviennent de leur fonctionnement interne. Leur système de recommandation aurait été conçu pour optimiser principalement des variables telles que le temps de surveillance en tant que fonction principale, le rendant ainsi plus enclin à recommander un discours polarisant ou haineux si cela sert le processus d'optimisation de la plateforme. L’usage du mode conditionnel est ici nécessaire car on ne sait justement pas comment fonctionne exactement l’algorithme (Hoang et El Mhamdi, 2019) de Facebook, dont l’opacité a de réels impacts économiques, sociaux et politiques à l’échelle mondiale¹³. Les exemples sont nombreux, allant de la dénonciation par l’Organisation mondiale de la santé (OMS) des contenus anti-vaccination qui pullulent sur le réseaux social (contribuant largement en 2017 à une augmentation mondiale de 30% de la rougeole), aux ONG internationales accusant la plateforme de garantir depuis 2013 la diffusion de messages racistes et d’appels à la haine à l’égard des Rohingyas, une minorité ethnique cible de violences de la part des militaires et des civils au Myanmar, que les Nations Unies assimilent à un nettoyage ethnique¹⁴.

Pour plus de 2,3 milliards utilisateurs actifs mensuels et des dizaines de milliards de publications partagées et de messages échangés chaque jour, Facebook a 15 000 modérateurs

¹⁰ Philip N. Howard, Aiden Duffy, Deen Freelon, Muzammil Hussain, Will Mari, Marwa Mazaid, “Opening Closed Regimes: What Was the Role of Social Media During the Arab Spring?”, 2011.

¹¹ Voir le TED Talk de la journaliste britannique Carole Cadwalladr intitulé *Facebook’s role in Brexit - and the threat to democracy*, avril 2019 sur www.ted.com (consulté le 15 mai 2019). Elle fait partie des journalistes ayant dénoncé le scandale Facebook-Cambridge Analytica.

¹² Les organismes chargés de superviser la mise en œuvre des procédures électorales, à considérer comme des corps intermédiaires, sont un objet de recherche prometteur pour mon futur travail de thèse, car les enquêtes en cours (et à venir, cf. l’ingérence russe avérée dans de nombreuses élections nationales) vont certainement fournir des données riches à exploiter.

¹³ *ibid.*

¹⁴ The United Nations Human Rights Council: Report of Independent International Fact-Finding Mission on Myanmar, 27 August 2018.

physiques de contenus à travers le monde¹⁵ qui sont chargés de suivre des guides éditoriaux¹⁶ définis dans la Silicon Valley et supposés aider à modérer tous les types de contenus possibles, quels que soient l'aire géographique et le cadre juridique de l'endroit où ils ont été partagés. Dans l'exemple des Rohingyas, l'entreprise ne disposait que d'un seul modérateur birmanophone en 2014, puis de quatre en 2015, pour 27 millions d'utilisateurs nationaux.

Ces vulnérabilités de Facebook se révèlent problématiques et dangereuses car elle comme d'autres plateformes (dont Google, qu'on abordera aussi dans ce travail) ne rendent de comptes à aucune institution légitime nationale ou mondiale, dominant un marché sur lequel elles édictent leurs lois, imposent des systèmes porteurs de failles que certains n'hésitent pas à exploiter pour propager des informations fausses, complotistes, voire pour influencer des processus électoraux. Ces effets pervers invitent à mener une réflexion sur la démocratie à l'heure où les États ne sont plus au centre de la diffusion de l'information, où les corps intermédiaires sont affaiblis et menacés, où les citoyens sont perdus et manipulés sur un marché de l'information dérégulé, et où il y a une déconnexion entre la rapidité des échanges et la capacité d'organisation en ligne d'une part, et d'autre part la difficulté des gouvernements, des corps intermédiaires voire des contre-pouvoirs à entendre les revendications, à les comprendre puis à y répondre.

Le Mouvement des Gilets jaunes en est donc l'exemple parfait. Leur structuration sur Facebook a été facilitée par la modification de son algorithme du fil d'actualité¹⁷ en 2018¹⁸.

¹⁵ Casey Newton, "[The trauma floor. The secret life of Facebook moderators in America](#)", publié en février 2019 sur www.theverge.com (consulté le 15 mai 2019).

¹⁶ Les directives données sont considérées comme byzantines, périmées et contenant de nombreuses erreurs. Pour le journaliste de la MIT Tech Review Gideon Lichfield, elles révèlent aussi à quel point Facebook n'est pas une plateforme d'édition neutre comme elle prétend. Voir "[Facebook's leaked moderation rules show why Big Tech can't police hate speech](#)" sur <https://www.technologyreview.com/>, décembre 2018 (consulté le 15 mai 2019).

¹⁷ Cette modification a consisté à donner la priorité aux groupes et aux contenus d'utilisateurs cherchant à interagir avec d'autres utilisateurs. Il est donc compréhensible que les contenus générés par les Gilets jaunes avec l'intention de construire quelque chose ensemble aient plus de visibilité que les pages à l'origine destinées à des contenus sponsorisés et publicitaires. En outre, Facebook encourage de plus en plus la proximité géographique en orientant les flux d'information de l'utilisateur vers son voisin. Plus encore, le réseau social construit un rapport à l'actualité et une façon de voir le monde en sélectionnant les contenus que voient les utilisateurs. Cette sélection produit des "bulles de filtres" et expose les Gilets jaunes à des contenus qui confirment leurs opinions. Ce concept, développé par l'activiste d'Internet et auteur Eli Pariser, "*désigne à la fois le filtrage de l'information qui parvient à l'internaute par différents filtres ; et l'état d'isolement intellectuel*" et culturel dans lequel il se retrouve quand les informations qu'il recherche sur Internet résultent d'une personnalisation mise en place à son insu." (Wikipédia)

Eli Pariser, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, Penguin Press, London, 2011.

¹⁸ Le fil d'actualité représente 40% du temps passé sur le réseau social (source : [chiffres Facebook-2018](#), www.blogdumoderateur.com (consulté le 15 mai 2019).

Elle a pris de court le gouvernement français, mais aussi tous les partis politiques, les syndicats, les associations, les médias, les intellectuels et un certain nombre d'autres corps intermédiaires. Pour ce travail, j'ai décidé de me concentrer sur les médias et les syndicats.

Deux grandes catégories de revendications peuvent être distinguées au sein du mouvement des Gilets jaunes. La première concerne les conditions de vie, et renvoie plutôt à des considérations matérialistes et économiques. La seconde porte sur la question de la représentation politique et sociale, mettant un peu plus au jour l'affaiblissement des principaux corps intermédiaires du pays. Si l'on ne regarde que les revendications matérialistes des Gilets jaunes, ces derniers formulent avec les syndicats des diagnostics communs. En octobre 2018, les syndicats avaient appelé à une mobilisation sur la question du pouvoir d'achat qui n'a pas été suivie sur le terrain¹⁹. Un mois plus tard, les Gilets jaunes ont réussi à faire descendre des milliers de personnes dans la rue sur le même sujet. On se rend très vite compte que ce qui sépare syndicats et Gilets jaunes est moins à rechercher du côté des sujets que celui des méthodes, et plus précisément la non reconfiguration des méthodes des syndicats. Pourtant, on peut soulever un paradoxe. Beaucoup de moyens d'expression utilisés par les Gilets jaunes sont syndicaux comme les manifestations, les barrages, les pétitions (certes 2.0), à l'exception notable du réseau social Facebook pour recruter et mobiliser²⁰.

Depuis 1987, le journal La Croix édite un baromètre annuel²¹ sur "la confiance des Français dans les médias" ayant pour objectif de décrire l'évolution des pratiques en matière d'informations des Français, et d'évaluer la crédibilité qu'ils accordent aux différents moyens d'information qui s'offrent à eux. Cette année, dans le contexte du Mouvement des Gilets jaunes, 9 Français sur 10 ont exprimé une vraie défiance envers les médias et des inquiétudes quant à la prolifération de fausses informations, les poussant à exiger d'eux qu'ils soient garant " *d'une information fiable et vérifiée*" et non d'un " *journalisme porteur de solutions* " ou affirmant un " *choix partisan*". Sur le terrain, et notamment lors des mobilisations

¹⁹ Amandine Cailhol, "Mobilisation interprofessionnelle : les syndicats veulent "prendre date"", publié le 8 octobre 2018 sur www.liberation.fr.

²⁰ On verra plus tard comment à la CFDT, les syndicalistes utilisent Facebook pour informer et fidéliser les adhérents.

²¹ Baromètre TNS Sofres pour le journal La Croix.

physiques des Gilets jaunes, de nombreux journalistes ont fait l'objet d'agressions physiques et verbales, poussant les grandes rédactions nationales à s'interroger sur l'origine de cette violence. L'apparition de médias "jaunes" dits alternatifs ou citoyens, dont l'objectif principal est de s'affranchir des médias traditionnels et d'être plus représentatifs que ces derniers, vient également confirmer cette défiance.

Les corps intermédiaires (que sont les médias et les syndicats) à l'épreuve des plateformes et de la "démocratie numérique"²², que certains acteurs pensent promouvoir en les utilisant dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes, c'est ce à quoi j'ai voulu m'intéresser pour ce mémoire. En effet, tous les éléments que j'ai pu exposer précédemment me poussent à me questionner de la manière suivante : en quoi les plateformes remettent-elles en cause cette identité constituée des corps intermédiaires ? Comment le Mouvement des Gilets jaunes dévoile et accélère cette remise en cause ?

Pour répondre à ces questions, j'ai choisi de consacrer la première partie de ce travail aux médias et la seconde aux syndicats. Je tenterai de montrer comment les journalistes et les syndicalistes tentent de reconfigurer, avec plus ou moins de succès, leurs pratiques à une époque où de nouveaux moyens de communication et d'organisation sociale questionnent la verticalité qui a donné leur force aux corps intermédiaires dans leurs formes traditionnelles.

²² On parle de démocratie numérique ou digitale, de cyberdémocratie ou encore d'e-démocratie pour désigner toute action qui utilise Internet pour développer la démocratie. En anglais, c'est le terme "*e-democracy*" qui est le plus usité, apparu au milieu des années 1990 dans les milieux civiques actifs de l'internet.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

Andrew Abbott, *The System of Professions - An Essay on the Division of Expert Labor*, The University of Chicago Press, 1988.

Sarah Abdelnour, *Moi, petite entreprise : les auto-entrepreneurs, de l'utopie à la réalité*, PUF, Paris, 2017.

Serge Abiteboul et Gilles Dowek, *Le temps des algorithmes*, Le Pommier, 2017.

Claire Andrieu, Gilles Le Béguec et Danielle Tartakowsky, *Associations et champ politique : la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

Florence Aubenas, Miguel Benasayag, *La fabrication de l'information : les journalistes et l'idéologie de la communication*, Paris, la Découverte, 1999.

Irène Bastard, Dominique Cardon, Raphaël Charbey, Christophe Prieur, Jean-Philippe Cointet. *Facebook, pour quoi faire ? Configurations d'activités et structures relationnelles*. Sociologie, Presses Universitaires de France, 2017.

Nicolas Boileau-Despréaux, *Satire XII*, 1711.

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction : Éléments d'une théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1970.

Gérald Bronner, *La Démocratie des crédules*, PUF, 2013.

Alex Bruns, *Blogs, Wikipedia, Second Life and Beyond: From Production to Prodisage*, 2008.

Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud, *L'information à tout prix*, Ina, coll. Médias et humanités, 2017.

W. Joseph Campbell, *Yellow Journalism: Puncturing the Myths, Defining the Legacies*, Praeger, 2001.

Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, La Découverte, 2007.

Jean-Marie Charon, *Cartes de presses, Enquête sur les journalistes*, Paris, Stock, 1993.

Jean-Marie Charon, *Le journalisme*, Éditions Milan, Toulouse, 2007.

Alain Chatriot et Claire Lemerrier, “Les corps intermédiaires”, dans *Dictionnaire critique de la République*, dir. Vincent Duclert et Christophe Prochasson, Paris, Flammarion, 2002.

Thomas H. Davenport and John C. Beck, *The Attention Economy: Understanding the New Currency of Business*, Harvard Business Press, 2001.

François Dubet, *La galère, jeunes en survie*, Fayard, coll. “Mouvements”, 1987.

François Dubet et Didier Lapeyronnie, *Quartiers d'exil*, Le Seuil, 1992.

François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Le Seuil, 1994.

Camille Dupuy, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016.

Émile Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, F. Alcan, 1893.

Yannick Estienne, *Le journalisme après Internet*, Paris, L'Harmattan, 2007.

Jean Garrigues, *Les Groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Rennes, PUR, 2002.

Gillian Hadfiel, *Rules for a Flat World*, Oxford University Press, 2016.

Sarah Harrison Smith, *The Fact Checker's Bible: A Guide to Getting it Right*, New York: Anchor Books, 2004.

Lê Nguyễn Hoàng et El Mahdi El Mhamdi, *Le fabuleux chantier : rendre l'intelligence artificielle robustement bénéfique*, EDP Sciences, 2019.

Philip N. Howard, Aiden Duffy, Deen Freelon, Muzammil Hussain, Will Mari, Marwa Mazaid, “Opening Closed Regimes: What Was the Role of Social Media During the Arab Spring?”, 2011.

Henry Jenkins, *Confronting the Challenges of Participatory Culture: Media Education for the 21st Century*, Cambridge, The MIT Press, 2009.

Charles Leadbeater et Paul Miller, *The Pro-Am Revolution: How Enthusiasts are Changing our Economy and Society*, London, Demos, 2004.

Alexis Lévrier, *Le Contact et la distance : le journalisme politique au risque de la connivence*, Paris, Les Petits matins, 2016.

Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859, édition La Pléiade, Œuvres Economie I.

Marshall Herbert McLuhan, *Understanding Media: The Extensions of Man*, McGraw-Hill, New York, 1964.

Guy de Maupassant, *Bel-Ami*, 1885.

Yves Mény et Yves Surel, *Politique comparée : les démocraties. Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie*, Paris, Montchrestien-Lextenso, 2009.

Bernd Moeller, *L'Allemagne à l'époque de la Réforme*, Vandenhoeck et Ruprecht, 1977.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, 1748.

Érik Neveu, *Sociologie du journalisme*, La Découverte, 2004.

Cathy O'Neil, *Weapons of Math Destruction: how big data increases inequality and threatens democracy*, Crown Books, 2016.

Stéphane Olivesi, *La communication syndicale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Eli Pariser, *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, Penguin Press, London, 2011.

Dominique Pasquier, *L'Internet des familles modestes. Enquête dans la France rurale*, Presses des Mines, 2018.

Jean-Marie Perrot, *Syndicats : lendemains de crise ?*, Paris, Gallimard, 2005.

John Durham Peters, *Speaking into the Air: A History of the Idea of Communication*, University of Chicago Press, 1999.

Dominique Pinsolle, *Le Matin (1884-1944). Une presse d'argent et de chantage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

Pierre Rosanvallon, *Le modèle politique français : la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2004.

Pierre Rosanvallon, *La Question syndicale*, Paris, Hachette Littératures, 1998.

Jay Rowell et Anne-Marie Saint-Gille, *La Société civile organisée aux XIX^e et XX^e siècles : perspectives allemandes et françaises*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2010.

Sandrine Rui, *La Démocratie en débat : les citoyens face à l'action publique*, Armand Colin, 2004.

François Ruffin, *Les Petits Soldats du journalisme*, Les Arènes, 2003.

Danielle Tartakowsky et Françoise Tétard, *Syndicats et Associations : concurrence ou complémentarité*, Rennes, PUR, 2006.

Jean-Claude Thoenig, *Dictionnaire des politiques publiques*, 4e édition, Presses de Sciences Po, 2014.

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* (tomes I et II), Gosselin, 1835.

Charles Tilly, Sidney Tarrow, *Politique(s) du conflit*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

Thèses et HDR

Christine Bouneau, “Figures et métamorphoses du groupe au croisement du politique, du social et du culturel. Socialisme et jeunesse, régionalisme et corporatisme en France des années 1880 aux années 1960”, travail d’habilitation à diriger des recherches, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 2007.

Jean-Michel Denis, “L’émergence du phénomène des coordinations dans les luttes sociales et professionnelles”, thèse de doctorat soutenue à l’École des Hautes Études en Sciences Sociales en 1993.

Articles scientifiques

Hunt Allcott and Matthew Gentzkow, “Social Media and Fake News in the 2016 Election”, *Journal of Economic Perspectives*, Volume 31, Number 2, Spring 2017.

Thomas Amossé et Maria-Térésa Pignoni, “La transformation du paysage syndical depuis 1945”, *Données sociales - La société française*, 2006.

Hal Arkes et Catherine Blumer, “The psychology of sunk cost”, *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, Vol. 35, Issue 1, 1985.

Patricia Aufderheide, “Media Literacy. A Report of the National Leadership Conference on Media Literacy”, Washington D.C., Aspen Institute, 1993.

Eytan Bakshy, Solomon Messing, Lada A. Adamic, “Exposure to ideologically diverse news and opinion on Facebook”, *Science*, 2015.

David P. Baron, “Persistent media bias”, *Journal of Public Economics*, 2006.

Roger Bautier et Elisabeth Cazenave, “Les conceptions de la médiatisation au début du XIXème siècle”, *Études de communication*, 22, 1999.

Jérôme Boncler et Patrick Valéau, “Les acteurs du monde associatif face aux différentes propositions de l’entrepreneuriat social : du scepticisme à une adoption conditionnelle”, *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, 2012.

Dominique Boullier, et El Mahdi El Mhamdi. “Le machine learning et les sciences sociales à l’épreuve des échelles de complexité algorithmique.” *Revue d’anthropologie des connaissances*, 2017. Article en préparation.

Christine Bouneau. “Introduction” dans “Les corps intermédiaires en France : concept(s), généalogie et échelles”, *Histoire, économie & société*, vol. 35e année, no. 1, 2016.

Kimberlé Crenshaw, “Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine, Feminist Theory and Antiracist Politics”, *University of Chicago Legal Forum*, 1989.

Jacques David, “*Literacy-Litéracie-littératie : évolution et destinée d’un concept*”, *Le français aujourd’hui*, vol. 190, no. 3, 2015.

Camille Dupuy, “La construction juridique d’un groupe professionnel : l’attribution de la carte de presse aux journalistes”, 2012.

Mustafa Emirbayer et Ann Mische, “What Is Agency?”, *American Journal of Sociology*, janvier 1998.

Yannick Estienne, Emmanuel Vandamme, “(In)culture numérique : l’école du journalisme de demain”, *Les Cahiers du journalisme*, 2010.

Mark Granovetter, “The strength of weak ties”, *The American Journal of Sociology*, 1973.

Cécile Guillaume et Sophie Pochic, “La professionnalisation de l’activité syndicale : talon d’Achille de la politique de syndicalisation à la CFDT ?”, *Politix*, n° 85, 2009.

Jurgen Habermas, ““L’espace public”, 30 ans après”, *Quaderni*, n° 18, 1992.

Mathew Ingram, “The platform patrons: How Facebook and Google became two of the biggest funders of journalism in the world”, *Columbia Journalism Review*.

Florence Le Cam, Olivier Trédan, “Journalisme et web : quels outils de formation ?”, *Médiamorphoses*, 24, 2008.

Daniel Kahneman et Amos Tversky, “Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk”, *Econometrica*, Vol. 47, No. 2, 1979.

Jan Kietzmann, Kristopher Hermkens, Kathleen McCarthy, Bruno Silvestre, “Social media? Get serious! Understanding the functional building blocks of social media”, *Business Horizons*, 2011.

Géraud Lafarge, Dominique Marchetti, “Les portes fermées du journalisme. L’espace social des étudiants des formations “reconnues””, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2011/4.

Christine Leteinturier, “L’hétérogénéité des journalistes”, *Hermès* 35, 2003.

Alexis Lévrier, “Les fausses morts du Roi-Soleil, ou l’impossible contrôle de l’information”, *Le Temps des médias*, 2018.

Sonia Livingstone, “The changing nature and uses of media literacy”, 2003.

Gilad Lotan, Erhardt Graeff, Mike Ananny, Devin Gaffney, Ian Pearce, et Danah Boyd, “The Revolutions Were Tweeted: Information Flows During the 2011 Tunisian and Egyptian Revolution”, *International Journal of Communication* 5, 2011.

Michel Mathien, “Le journalisme professionnel face aux mutations de l’information et de la communication : dérouté des valeurs ou réaction ?” *Quaderni*, vol. 37, 1998.

Arnaud Mercier et Nathalie Pignard-Cheynel, “Mutations du journalisme à l’ère du numérique : un état des travaux”, *Revue française des sciences de l’information et de la communication*, 2014

An Nguyen, Jairo Lugo-Ocando, “The state of data and statistics in journalism and journalism education: Issues and debates”, *Journalism*, 2016.

Brian L. Ott, “The age of Twitter: Donald J. Trump and the politics of debasement”, *Critical Studies in Media Communication*, 2017.

Steve Paulussen, Raymond A. Harder, “Social media references in newspapers: Facebook, Twitter and YouTube as sources in newspaper journalism”, *Journalism practice*, 2014.

Gordon Pennycook et David G. Rand, “Assessing the effect of “disputed” warnings and source salience on perceptions of fake news accuracy”, Yale University, 2017.

Mélanie Plouviez, “Le projet durkheimien de réforme corporative : droit professionnel et protection des travailleurs”, dans *Les sciences sociales et la corporation (1850-1945)*, *Études sociales*, n° 157-158, 1^{er} et 2nd semestres 2013.

Rémy Rieffel, “Faut-il encourager la polyvalence ou la spécialisation par support ?”, *Médiamorphoses*, 24, 2008.

Claude Shannon, “A Mathematical Theory of Communication”, *Bell System Technical Journal*, juillet 1948.

Zeynep Tufekci, Christopher Wilson, “Social Media and the Decision to Participate in Political Protest: Observations from Tahrir Square”, *Journal of Communication*, 2012.

Soroush Vosoughi, Deb Roy et Sinan Aral, “The spread of true and false news online”, *Science*, 09 mars 2018.

David M. White, “The Gate Keeper”, *Journalism Quarterly*, 27, 1950.

Mauro Wolf, “Recherche en communication et analyse textuelle”, *Hermès*, n° 11-12, 1993.

Articles de médias spécialisés

Gérald Bronner, Florian Cafiero, Laurent Cordonier, “*Les “gilets jaunes” au risque du complotisme*”, article publié le 14 février 2019 www.theconversation.com (consulté le 18 juin 2019).

Julia Cagé, “La presse régionale : un enjeu de politique nationale”, publié le 12 décembre 2011 sur www.laviedesidees.fr (consulté le 20 juin 2019).

Raphaël Challier, “Rencontres aux ronds-points. La mobilisation des gilets jaunes dans un bourg rural de Lorraine”, *La vie des idées*, 19 février 2019.

Jean-Marie Charon, “Les journalistes politiques : qui sont-ils ?”, *Le Temps des médias*, 2006.

Rhys Grossman, “The Industries That Are Being Disrupted the Most by Digital”, *Harvard Business Review*, 2016 sur www.hbr.org (consulté le 11 mai 2019).

Karen Hao, “AI is still terrible at spotting fake news”, *MIT Technology Review*, 3 octobre 2018 (consulté le 22 juin 2019).

Gideon Lechfield, “Facebook’s leaked moderation rules show why Big Tech can’t police hate speech” publié en décembre 2018 sur <https://www.technologyreview.com/> (consulté le 15 mai 2019).

Alexis Lévrier, “Le journaliste, un si vieil ennemi”, publié le 11 mars 2019 sur www.larevuedesmedias.ina.fr/.

Julien Nési, “Laurent Mucchielli : “Les Gilets jaunes, une révolte populaire inédite””, interview publiée le 13 décembre 2018 sur www.horizonspublics.fr (consulté le 30 juin 2019).

Casey Newton, “The trauma Floor. The secret life of Facebook moderators in America”, publié en février 2019 sur www.theverge.com (consulté le 15 mai 2019).

Caroline O'Donovan Caroline, “What is clickbait?”, Nieman Foundation for Journalism sur www.niemanlab.org (consulté le 8 mai 2019).

Marc Rees, “Imposer l’interopérabilité aux plateformes ? Les doutes et la prudence de Cédric O”, publié le 5 juin 2019 sur www.nextinact.com (consulté le 6 juin 2019).

Articles de presse

Florence Aubenat, “Gilets jaunes : la révolte des ronds-points”, publié le 15 décembre 2018 sur www.lemonde.fr (consulté le 21 juin 2019).

Margaux Baralon, “Philippe Martinez : “avec les 'gilets jaunes', on a fait connaissance””, publié le 05 février 2019 sur www.europe1.fr (consulté le 30 juin 2019).

“‘There is no news’: What a change from 1930 to today”, publié le 18 avril 2017 sur www.bbc.com/ (consulté le 24 juin 2019).

Sophie Bérout, Macron et les syndicats : “*Il y a une volonté de réduire les bastions syndicaux*”, tribune publiée le 30 juin 2018 sur www.lemonde.fr (consulté le 30 juin 2019).

Marc-Olivier Bherer, “Prétendre que Gaspard Glanz n’est pas journaliste car il ne possède pas la carte de presse est absurde” , publié le 24 avril 2019 sur www.lemonde.fr (consulté le 20 juin 2019).

Nicolas Bonzom, “Vidéo. Manifestations du 1er Mai : à Montpellier, les “gilets jaunes” ont éclipsé les syndicats, non sans tensions”, article publié le 01 mai 2019 sur www.20minutes.fr (consulté le 30 juin 2019).

Yann Bouchez, Ariane Chemin, Abel Mestre, Raphaëlle Besse Desmoulières, Cécile Bouanchaud et Allan Kaval, “A Paris, les syndicats débordés lors d’un défilé du 1er-Mai sous les gaz lacrymogènes”, article publié le 02 mai 2019 sur www.lemonde.fr (consulté le 30 juin 2019).

Jeanne Cavelier, “Violences policières : “On est dans le mensonge d’État””, publié le 16 janvier 2019 sur www.lemonde.fr (consulté le 30 juin 2019).

Kathleen Chaykowski, “Mark Zuckerberg gives Facebook a new mission”, publié le 22 juin 2017 sur www.forbes.com (consulté le 23 mai 2019).

Collectif, tribune du collectif d’universitaires publiée en décembre 2018, ““Gilets jaunes” : une enquête pionnière sur la “révolte des revenus modestes”” sur www.lemonde.fr

Nicholas Confessore et Karen Yourish, “\$2 Billion Worth of Free Media for Donald Trump”, publié le 15 mars 2016 sur www.nytimes.com (consulté le 11 mai 2019).

Max Fisher, “In case you weren't clear on Russia Today's relationship to Moscow, Putin clears it up”, publié le 13 juin 2013 sur www.washingtonpost.com (consulté le 17 juin 2019).

Camille Gévaudan, ““Je traverse la rue, je vous trouve un emploi” : le mépris du Président face à un jeune chômeur”, publié le 16 septembre 2018 sur www.libération.fr (consulté le 30 juin 2019).

Hélène Guinhut, “Misogynie et harcèlement : plongée dans la fabrique des journalistes de demain”, publié le 21 février 2019 (consulté le 20 juin 2019).

Vincent Glad, “Gilets jaunes : mon courrier des lecteurs est rempli de mépris social”, publié le 8 février 2019 sur www.libération.fr (consulté le 12 juin 2019).

Edmund Lee, “Digital Media: What Went Wrong”, article publié le 1 février 2019 sur www.nytimes.com (consulté le 25 juin 2019)

Glenn Kessler, Salvador Rizzo et Meg Kelly, “President Trump has made 9,451 false or misleading claims over 801 days”, publié le 1er avril 2019 sur www.washingtonpost.com (consulté le 22 juin 2019).

Nicholas Kristof, “My Shared Shame: The Media Helped Make Trump”, publié le 26 mars 2016 sur www.nytimes.com (consulté le 11 mai 2019).

Frédérique Roussel, “La mutinerie des forçats de l’info”, publié le 5 juin 2009 sur www.liberation.fr (consulté le 21 juin 2019).

Xavier Ternisien, “Les forçats de l’info”, publié le 25 mai 2009 sur www.lemonde.fr (consulté le 21 juin 2019).

Aziz Zemouri, “Gaspard Glanz, journaliste ou black bloc ?”, publié le 23 avril 2019 sur www.lepoint.fr (consulté le 20 juin 2019).

Documents électroniques

Olivier Ertzscheid, “#Giletsjaunes : de l’algorithme des pauvres gens à l’Internet des familles modestes”, publié le 30 novembre 2018 sur www.affordance.info/mon_weblog/ (consulté le 23 mai 2019).

Zeynep Tufekci, “Online social change: easy to organize, hard to win”, TEDGlobal, octobre 2014 (consulté le 25 mai 2019).

Ugo Palheta, “Qui sont et que veulent les “gilets jaunes” ? Entretien avec Benoît Coquard”, publié le 23 novembre 2018 sur www.contretemps.eu (consulté le 25 mai 2019).

Andrew Yang, “The Freedom Dividend”, sur www.yang2020.com/ (consulté le 6 juin 2019).

Patrick Barwise, “Why tech markets are winner-take-all”, publié le 16 juin 2018 sur <https://blogs.lse.ac.uk/> (consulté le 31 mai 2019).

La Quadrature du Net, “Pour l’interopérabilité des géants du Web”, publié le 21 mai 2019 sur www.laquadrature.net (consulté le 6 juin 2019).

Mark Zuckerberg, “A Blueprint for Content Governance and Enforcement”, publié le 15 novembre 2018 (consulté le 5 juin 2019).

Mark Zuckerberg, “Protecting democracy is an arms race. Here’s how Facebook can help”, publié en 2018 sur <https://www.washingtonpost.com/> (consulté le 10 mai 2019).

Ray Jiang, Silvia Chiappa, Tor Lattimore, András György, Pushmeet Kohli, “Degenerate Feedback Loops in Recommender Systems”, publié le 20 mai 2019 sur www.arxiv.org/ (consulté le 5 juin 2019).

TED Talk, Carole Cadwalladr intitulé *Facebook's role in Brexit - and the threat to democracy*, avril 2019 sur www.ted.com (consulté le 15 mai 2019).

Sonia Livingstone, “Media literacy – everyone’s favourite solution to the problems of regulation”, 2018 sur <https://blogs.lse.ac.uk/parenting4digitalfuture/> (consulté le 9 mai 2019).

“Facebook Community” sur www.facebook.com/community (consulté le 24 mai 2019).

“la france en colere !!!” sur www.facebook.com/groups/262974177695789/ (consulté le 24 mai 2019).

“La France en colère - Carte des rassemblements” sur www.facebook.com/groups/277506326438568/ (consulté le 24 mai 2019).

“COMPTEUR OFFICIEL DES GILETS JAUNES” sur www.facebook.com/groups/357767044781992/?tn-str=*F (consulté le 24 mai 2019).

“Vécu, le média du gilet jaune” sur www.facebook.com/Vecu.giletjaune (consulté le 24 mai 2019).

“Médias français : qui possède quoi ?” sur www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA (consulté le 24 mai 2019).

Jérôme Fourquet, “Enquête complotisme 2019 : focus sur le mouvement des “Gilets jaunes””, article publié le 11 février 2019 sur www.jean-jaures.org (consulté le 18 juin 2019).

Jean-Marie Charon, “Où et comment travaillent les journalistes. Baromètre social des Assises du journalisme”, publié le 22 mars 2018 sur <http://www.journalistes-cfdt.fr> (consulté le 19 juin 2019).

“Un minimum de ressources est-il requis ?”, sur le site de la Commission de la Carte d’Identité des Journalistes Professionnels www.ccijp.net/ (consulté le 20 juin 2019).

“Les écoles de journalisme reconnues par la profession”, article publié le 17 octobre 2018 sur www.studyrama.com (consulté le 20 juin 2019).

Jérémy Chayet, “Liste des 42 revendications des Gilets jaunes”, publiée le 02 décembre 2018 sur blogs.mediapart.fr (consulté le 30 juin 2019).

“La communication syndicale à l’heure des réseaux sociaux”, article publié le 22 mars 2018 sur <http://ile-de-france.cfdt.fr> (consulté le 30 juin 2019).

“Guide d’utilisation des réseaux sociaux”, article publié le 23 mars 2018 sur <http://ile-de-france.cfdt.fr> (consulté le 30 juin 2019).